



*Hermine Vidovic, Vasily Astrov, Edward Christie, Doris Hanzl-Weiss,
Mario Holzner, Sebastian Leitner and Waltraut Urban*

Western Balkans: Employment in the Gas and Electricity Sectors

French Summary

For the whole report (in English language) see

<http://www.wiiw.ac.at/modPubl/download.php?publ=RR370> (free download)

The report was drafted by an expert team of the Vienna Institute for International Economic Studies (wiiw) consisting of Vasily Astrov, Edward Christie, Doris Hanzl-Weiß, Mario Holzner, Sebastian Leitner, Waltraut Urban and Hermine Vidovic. The authors drew upon background material and interviews conducted among the main stakeholders of the electricity and gas sectors in the Western Balkan contracting parties by a team of local experts: Arseno Gjipali, University of Tirana, Albania; Samra Prasovic, Centre for Economic, Technological and Environmental Development, Sarajevo, Bosnia and Herzegovina; Zoran Kisic and Nenad Balazin, Ekoneg, Institute of Energy Research and Environment Protection Ltd., Zagreb, Croatia; Avdullah Hoti, University of Prishtina, Kosovo; Silvana Mojsavska, University St. Cyril and Methodius, Skopje, Macedonia; Vojin Golubovic, Institute for Strategic Studies and Prognosis, Podgorica, Montenegro; Dusan Pavlovic, Faculty of Political Science, University of Belgrade, Serbia.

This study was financed by the European Commission, Directorate-General for Employment, Social Affairs and Inclusion (Service Contract no. VC/2009/0225) who is the copyright owner. The opinions expressed are those of the authors only and do not represent the Commission's official position.



Résumé analytique

Les secteurs du gaz et de l'électricité des parties contractantes des Balkans occidentaux sont caractérisés par une infrastructure qui est en grande partie démodée et n'a pas été correctement entretenue. En plus, elle a été gravement endommagée pendant la guerre dans les années 90. L'efficacité des deux secteurs en question est plutôt faible et le risque de défaillance technique est considérable. En général, les marchés de gaz domestiques sont sous-développés, alors que l'Albanie, le Monténégro et le Kosovo sous la directive UNSCR 1244/99 ne sont pas gazéifiés. En moyenne, le gaz naturel est une source énergétique qui demeure moins importante que le charbon (majoritairement lignite) et le pétrole. Tout de même, les Balkans occidentaux sont très dépendants d'importations de gaz naturel qui proviennent en dehors de la région, particulièrement de la Russie. Cette dépendance va s'agrandir, car la production locale de gaz est prévue de diminuer. Dans quatre pays de la région, notamment la Serbie, la Bosnie et Herzégovine, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et le Kosovo sous la directive UNSCR/1244/99 – produisent de l'électricité à partir de centrales thermiques alimentées par le lignite. La Croatie, le Monténégro et l'Albanie au contraire génèrent, en grande partie, de l'hydroélectricité. Aucun des pays examinés dans le cadre de la présente étude ne possède une centrale nucléaire. En outre, l'avenir du secteur de charbon est limité par des taux d'émissions prévus par l'Union européenne. Les pertes dans la transformation, la transmission et la distribution sont élevées et résultent dans une fiabilité réduite de la disponibilité de l'électricité et des pénuries occasionnelles surtout en Albanie. Les marchés locaux de l'électricité sont très souvent dominés par une seule entreprise qui est généralement en possession de l'État. Les prix sont réglementés et ne permettent pas à couvrir les coûts nécessaires pour des nouveaux investissements.

Depuis le 1^{er} Juillet 2006, Energy Community est devenu un moyen légal pour intégrer les marchés d'énergie. Les parties contractantes sont d'une part, l'Union européenne, et de l'autre part, les territoires de l'Europe du Sud-ouest. Energy Community veut intégrer les parties contractantes des Balkans occidentaux dans le marché d'énergie de l'Union européenne en appliquant l'Acquis de l'énergie qui inclut les lois du deuxième paquet sur le marché intérieur de l'énergie. Cela inflige le dégroupage des utilités qui sont verticalement intégrées afin de séparer l'infrastructure et la prestation des services. Tous les producteurs d'énergie doivent obtenir accès au réseau de façon non-discriminatoire par une ouverture progressive du marché en installant une autorité régulatrice. Toutes ces étapes sont actuellement en cours de réalisation ou ont déjà été mises en place dans les parties contractantes des Balkans occidentaux. Les marchés du gaz et de l'électricité ont été ouverts à tous les clients à l'exception des ménages privés le 1^{er} Janvier 2008. Les marchés seront ouverts pour toute sorte de client dès le 1^{er} Janvier 2015 (à l'exception de la Croatie, où le



marché est déjà ouvert pour toute sorte de client depuis le 1 Juillet 2008). En général, la Croatie est le pays le plus avancé en ce qui concerne l'adaptation de l'Aquis par rapport aux autres parties contractantes grâce à sa proche adhésion à l'UE ; le progrès dans le secteur de l'électricité est plus avancé par rapport au secteur de gaz.

La proportion d'emploi des personnes les plus âgées a tendance à diminuer dans le secteur de l'électricité pour toutes les parties contractantes des Balkans occidentaux à l'exception de la Croatie. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur du gaz, elle ressemble le cadre de l'UE avec un taux décroissant pour la classe d'âge la plus jeune et un taux croissant pour la classe d'âge la plus vieille.

Le niveau d'éducation des personnes travaillant pour le secteur d'électricité a peu changé au cours des dernières années. Un peu plus de la moitié des personnes possèdent un enseignement supérieur – cela est nettement en dessous du niveau des nouveaux États membres de l'Union européenne, où deux tiers des employés du secteur d'énergie ont un diplôme d'enseignement supérieur. Le taux d'employés avec un niveau d'éducation le plus élevé a faiblement augmenté (mais son effectif a quand-même diminué). Le secteur du gaz a au contraire connu un rebondissement vers une main d'œuvre plus qualifiée, tandis que le taux de personnes avec un enseignement secondaire a diminué. En outre, le taux de personnes moins qualifiés a diminué, ce qui implique que la réduction de l'emploi a principalement touché les personnes les moins éduquées.

Les salaires dans le secteur de l'énergie ont tendance à être plus élevés que la moyenne des salaires, ce qui peut être aussi observés dans d'autres pays européens. En Bosnie et Herzégovine, Serbie et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la rémunération est 40 % supérieure à la moyenne nationale des pays en question et au Monténégro elle est 30 % supérieure. Uniquement en Croatie, les disparités entre les salaires du secteur de l'énergie et les salaires moyens nationaux sont plus faibles par rapport aux autres parties contractantes des pays des Balkans occidentaux.

Les informations obtenues à partir de statistiques nationales indiquent une faible diminution de l'emploi dans les secteurs du gaz et de l'électricité, ce qui peut être un indicateur de leurs faibles restructurations. Cela est en contraction avec des sondages menés parmi les entreprises et les syndicats qui suggèrent que dans le secteur de l'électricité une grande partie des restructurations d'emploi est déjà été menée pour la plupart des parties contractantes des Balkans occidentaux; la Croatie et la Serbie se situent au milieu dans ce processus de restructuration, tandis que le Monténégro est encore au début du chemin. En ce qui concerne le secteur du gaz, la Croatie est le seul pays où ces restructurations fondamentales ont déjà été faites selon des sondages. En général, les interviewés des entreprises et des syndicats pensent que les réductions d'emplois vont être faible dans l'avenir.



Plus de la moitié des représentants des employés pensent que les femmes ne vont pas être touchées par une réduction d'emploi, alors que le reste des personnes interrogées estiment que les femmes seront le plus touchées. Selon deux tiers des interviewés, les ouvriers âgés seront le plus menacés dans le cas où il y aura des restructurations.

Une grande majorité des interrogés pensent qu'une libéralisation des marchés va exiger de nouvelles qualifications, notamment des connaissances techniques, financières, de droit, de marketing et de ventes. En général, un changement vers une main d'œuvre très qualifiée est anticipé.

Dans toutes les parties contractantes des Balkans occidentaux, à l'exception de l'Albanie et du Kosovo sous la directive UNSCR 1244/99, entre 90 % et 100 % des employés dans les secteurs du gaz et de l'électricité sont syndiqués. Comme il n'y a pas d'organisation patronale dans les pays en question, presque tous les employés sont couverts par une convention collective.

L'efficacité du travail dans les Balkans occidentaux est très faible, même si l'on compare avec les nouveaux États membres de l'Union qui utilisent des technologies de production similaires. En moyenne, les compagnies de gaz et de l'électricité des Balkans occidentaux devraient réduire la main d'œuvre à la moitié pour atteindre le niveau d'efficacité des nouveaux États membres de l'Union. Cela doit être vu comme la borne supérieure, car on ne pouvait pas examiner d'une façon plus sophistiquée la structure spécifique des secteurs en question concernant la production. Néanmoins, l'analyse montre bien que l'efficacité des compagnies de gaz et de l'électricité dans les Balkans occidentaux est parmi les plus faibles en Europe. Lors du processus d'adhésion à l'UE, la libéralisation des marchés va augmenter la pression sur les marchés locaux du travail, bien qu'une partie des emplois perdus aille réapparaître dans de nouveaux secteurs, ce qui va être le résultat d'une externalisation accrue.

On estime que la restructuration des secteurs d'énergie dans les parties contractantes des Balkans occidentaux va non seulement avoir des conséquences sur les effectifs des entreprises, mais aussi des effets sur les conditions de travail. Si on analyse les effets de la libéralisation depuis 2005, on peut observer que le stress lié au travail a augmenté, mais n'a pas eu de conséquences majeures comme des maladies liées au travail. Dans cette même période, un tiers des accidents de travail ont été réduits. A peu près la moitié des représentants d'entreprises et des syndicats qui ont été interrogés pour l'étude du wiiw affirment que la satisfaction liée au poste de travail a augmenté par rapport à 2005. Cependant, ce résultat peut s'expliquer par le fait que dans quelques pays des Balkans occidentaux une réduction d'effectif n'a pas encore été réalisée. Un instrument qui permet de traiter les conséquences de restructurations dans un contexte de responsabilité sociale

des entreprises est représenté par le « Social Action Plans » (SAP) qui a été élaboré par les parties contractantes des Balkans occidentaux en coopération avec les partenaires sociaux et les autres groupes qui ont un intérêt dans l'entreprise. La promotion d'un dialogue sociale, la formation et les mesures d'aide à l'emploi sont réglées par des documents qui servent comme feuille de route et qui ont pour objectif d'améliorer les conditions de travail et de soulager les gens affectés par les restructurations. Néanmoins, une grande partie des SAP comprennent des objectifs généraux au lieu des mesures détaillées en suivant un calendrier précis. Lors du sondage mené par le wiiw, deux tiers des représentants des syndicats ont affirmé qu'ils faisaient partie dans l'élaboration des SAP. Ils estiment que l'implémentation des SAP va avoir des effets positifs sur la gestion de l'âge sur le lieu de travail (par exemple, des plans de retraite anticipée), la santé, la sécurité, les mesures de reconversion professionnelle et une augmentation des égalités de chances pour les femmes.

Les restructurations au sein des entreprises incluent le dégroupage juridique des anciennes utilités qui sont verticalement intégrées dans les parties contractantes des Balkans occidentaux. Le processus de dégroupage est bien avancé dans le secteur de l'électricité, mais il y a beaucoup de retard dans le secteur du gaz (à l'exception de la Croatie). Les fusions et acquisitions (qui sont le résultat du processus de libéralisation des marchés dans les pays de l'UE) ont été peu nombreuses dans les parties contractantes des Balkans occidentaux pendant la dernière décennie. Dans les deux années suivantes, quelques activités sont envisagées dans le secteur du gaz. Si l'on examine les privatisations, alors on peut observer que trois grandes privatisations ont eu lieu dans cette région, dont deux en 2009. Tous ces accords de privatisation représentent des afflux de capitaux étrangers (la AVN autrichienne dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine ; la CEZ tchèque en Albanie, l'A2A italienne au Monténégro). En général, 85 % des employés dans le secteur d'électricité et respectivement 71 % dans le secteur du gaz sont embauchés par des entreprises dont l'État est le propriétaire principal. Dans l'avenir, 20 % des interrogés anticipent des privatisations, mais cela peut avoir lieu qu'à partir d'ici à deux ans et va être d'avantage dans le secteur de l'électricité. En ce qui concerne les restructurations au sein des entreprises, deux tiers des entreprises sont soit préparées et ont décidé une réduction des effectifs dans l'avenir, soit elle sont en train de discuter des plans de restructuration. Dans ce processus, les négociations incluent très rarement les syndicats.

Le processus de restructuration au sein de l'entreprise comprend aussi les externalisations, ce qui se caractérise par le fait qu'une activité n'est plus effectué par une entreprise, mais est rachetée par une autre entreprise. Les externalisations sont importantes et vont aussi rester dans l'avenir dans les deux secteurs en questions, même si elles jouent jusqu'à présent un rôle plus important dans le secteur du gaz. Cela est surtout le cas pour toutes les activités qui ne font pas partie du domaine clé de l'entreprise comme les ser-



vices de restauration, de nettoyage et informatiques. Il semble qu'il y aura une limite aux futures externalisations dans les deux secteurs en ce qui concernent les compétences clés des entreprises tels que la maintenance des réseaux et les services aux clients, tandis que les externalisations peuvent augmenter pour toutes les tâches qui ne représentent pas un domaine clé. Cependant, les effets des externalisations à l'heure actuelle et dans l'avenir sont considérés comme relativement faibles par les syndicats et les entreprises, sauf à quelques petites exceptions.